



La lettre à  
**LOLU**



On ne peut pas être et avoir sobriété

irrégulomadaire satirique N° 122, novembre 2022

**Carrière**  
**Misery :**  
**un escalier**  
**à démonter**

P.3

# POUSSÉE DE CORRUPTIONNITE À LA RÉGION

Ces quatre directeurs et cadres de services des lycées et de l'informatique à la Région ont accepté l'invitation au Stade de France, tous frais payés par leur fournisseur. Loge de prestige, majordome, champagne à discrétion. Six mois après, pas la moindre mousse, et personne ne tousse.

► page 2



**Pile ou fac**  
**Unis vers quoi ?**

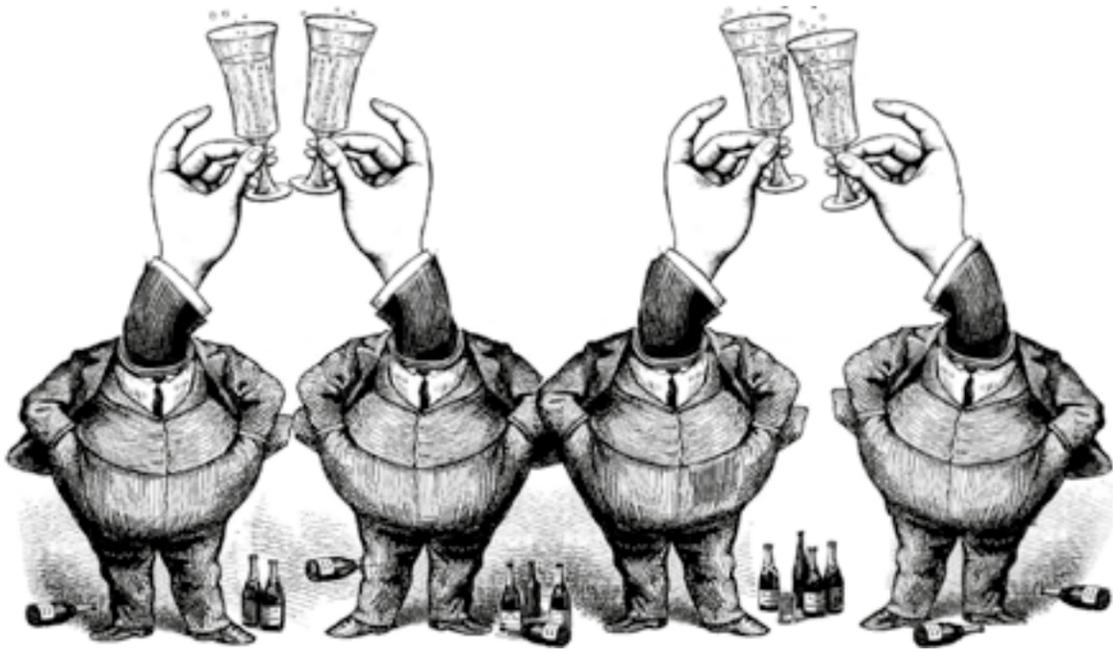
**A**PRÈS les échecs cuisants des opérations de regroupement de l'université de Nantes avec d'autres facs et grandes écoles pour avoir une taille critique et peser dans la compétition mondiale\*, la énième tentative s'appelle Nantes université, agglutinant désormais l'université avec Centrale, les écoles des beaux-arts et d'archi, le CHU, l'Inserm. Ce nouveau machin décrété expérimental est aussi une marque, célébrée le 22 octobre par une grosse fiesta de prestige, avec musculation, escalade et concerts. La facture : 300 000€ pour une demi-journée de festivités. « Soit 25 000€ l'heure », souligne Olivier Ertzscheid, enseignant à l'IUT de La Roche-sur-Yon\*\*. Et, qui plus est, c'est financé par les étudiants au titre de leur CVEC, 95€ par an de « contribution de vie étudiante et de campus ». Craquer 300 000€ paraît indécent quand on refuse de recruter des titulaires, de financer déceimment les vacataires, quand la précarité est banalisée, et qu'on annonce que la fac ne passera pas l'hiver, incapable de payer l'énergie pour les radiateurs. Reste l'énergie du désespoir. ■

\*Lancée en 2016, l'UBL (université Bretagne-Loire) devait regrouper Brest, Le Mans, Nantes et Rennes : mort-née, dissoute fin 2019. Puis naufrage de la 2<sup>e</sup> tentative, projet nantonnais cette fois, alliant l'université, Centrale, l'Inserm.

\*\* [affordance.framasoft.org/](http://affordance.framasoft.org/)

**Design souterrain**

**C**ONSTRUIT sur l'île de Nantes, le nouveau bâtiment de l'école de design a tout prévu. Même le futur radieux de ses 1650 étudiant-es et 400 profs et intervenant-es. Les trois étages du parking souterrain balisent 500 places de voitures, 19 places pour deux-roues motorisés, motos, pétrolettes et vélos électriques, et juste 39 emplacements vélo. Soit 7,5% pour le transport non polluant. Mais, qu'on se rassure, l'école est branchée modernité durablo-résiliente (prononcer « green tech », « clean tech comme moteurs de croissance »), et comporte même une section « City Design Lab (transition vers la ville durable) » qui doit étudier le stationnement des SUV dans les étages supérieurs. ■



Liberté, égalité, p'tits cadeaux

## Poussée de corruptionnisme régionale

Quatre cadres de la Région Pays de la Loire soupçonnés de friponnerie corruptoïde au stade final banal. Mots clés : foot, ordis, marchés publics.

TOUT DE SUITE, les grands mots. Corruption, déontologie, manquement à la probité, code pénal... Ces quatre braves fonctionnaires de la Région n'ont fait qu'accepter l'invitation tous frais payés au stade de France le 7 mai dernier, pour voir les Canaris décrocher la coupe, pendant qu'eux-mêmes levaient la leur (remplie de champagne) derrière la vitre de leur loge VIP. TGV, hôtel, restos gastronomiques et accès au stade avec maître d'hôtel dédié à la loge, il y en a pour 1250€ par tête. Soit 5000 balles en tout. Un cadeau offert par une grosse boîte d'informatique, Econocom, qui a décroché avec Hewlett Packard un marché de 24M€ par an pour fournir 48000 ordis et tablettes aux lycéens en seconde et apprentis en CAP\*, grandement financés par des fonds européens - ce qu'oublie soigneusement la com de Christelle Morançais. Le 21 juin, une boîte concurrente recalée à ce marché écrit à Morançais pour balancer ce petit arrangement entre lesdits fonctionnaires et le fournisseur. Les quatre cadres supporters sont nommés. Le courrier reproduit le billet siglé Éconocom et HP pour la finale présentée comme un « événement commercial » chiffré à lui seul 650€\*\*, assurant « respecter les règles de nos clients

en matière d'éthique », tout en donnant le lien vers le code de conduite d'Econocom.

« L'une des personnes invitées a même pris la peine de solliciter auprès d'Econocom une place supplémentaire pour une personne de sa famille » (en fait, son fiston étudiant), insiste le courrier qui envisage un recours en justice, hésitant encore sur la qualification : trafic d'influence, corruption... Morançais est sommée de donner des explications « publiquement et solennellement » lors de la prochaine commission d'appels d'offres régionale.

### Petit club de supporters

Le kop des quatre a été convoqué. C'est déjà sévère. Heureusement, sans aucune sanction pour l'instant (et le résultat du match est maintenu). Tous les services de la Région ont reçu en juillet une note de 11 pages rappelant la loi et le code pénal, émaillée de moult exemples de condamnations et sanctions administratives confirmées par la justice. Long passage sur la déontologie : les agents « se doivent de refuser tout cadeau, libéralité et invitation d'une valeur supérieure à 65€ », précisant que « seuls, les cadeaux d'usage peuvent être acceptés, calendriers, agendas, stulos, boîte de chocolat, casquette.

etc.) à condition qu'ils soient proposés en dehors des périodes de consultation ». Le chapitre « cadeaux et avantages » allonge la liste des interdits, « repas au restaurant, invitation à un événement sportif ou culturel, objets avec le logo de l'entreprise, spécialités culinaires ». Mais attention à ne pas braquer : « Un cadeau doit être refusé de manière non équivoque sans toutefois blesser le donateur. » En revanche, il faut impérativement alerter sa hiérarchie.

Parmi les quatre émergeant à la tête des services des lycées et de l'informatique, un ancien colistier de Laurence Garnier aux municipales en 2020. « Les cadres convoqués ? Proches de la présidence et du cabinet », glisse une ombre dans le couloir du palais de Région.

Lulu a dû insister pour obtenir des réponses : « Une procédure administrative est en cours sur le sujet, durant laquelle la Région ne peut pas se prononcer. » Le groupe Econocom finit par lâcher qu'il « ne souhaite faire aucun commentaire ». Le procureur n'a pas plus souhaité répondre. Par tradition, la main invisible du marché ne pipe pas mot. ■

Elliot Finesse

\* Opération Mon ordi à la maison.

\*\* La formule prévoit « champagne, vins sélectionnés, alcools et softs à discrétion ».



## Déjà vu

EN 2013, un élu de la métropole, Jean-Pierre Fougerat, a été épinglé par *Le Canard enchaîné* pour trois déplacements offerts par la boîte de BTP Spie Batignolles, trois matchs de rugby du Tournoi des cinq nations. « Pratiques commerciales normales avec les élus », pour Spie... L'universitaire Goulven Boudic constate alors « le développement de "zones grises, de zones de suspicion, de contact" entre les élus, leurs collaborateurs et les entreprises » (*Ouest-France*, 11/12/2013). Question zones, la surface de réparation, ça compte ? ■

Bouzou qui ?

## Propagande bouzoufiante

Le magazine des Pays de la Loire grand ouvert au bourrage de crâne ultralibéral.

RELOOKÉ, le magazine de la Région a embauché une super journaliste : sa présidente Christelle Morançais. La big boss interviewe Nicolas Bouzou, un expert ultralibéral omniprésent sur les plateaux télé et radio, et les *think tanks* patronaux. Il tartine en six pages ses opinions sur l'État trop généreux, le recrutement des profs, le faible niveau en maths à l'école, la trop lourde fiscalité des entreprises, la décroissance ennemie, la sécurité « facteur d'attractivité économique » de la France : rien à voir avec les compétences régionales... Morançais vante une jeunesse optimiste « attachée à sa région » et « à rebours des stéréotypes de la génération Greta Thunberg que l'on imagine angoissée, déprimée, fataliste ». Elle vient de l'immobilier, pas de la sociologie, alors elle imagine. Bouzou, lui, exhorte les jeunes à aller travailler plus pour surmonter la crise actuelle. Cette année de la jeunesse des Pays de la Loire a trouvé sa bonne fée.

Pourtant, même les médias réacs trouvent parfois Bouzou too much : « L'économiste médiatique qui accable les chômeurs » (*Causeur*, 13/09/2018). Le gusse ne cible pas que les sans-dents et les va-nu-pieds, les p'tits chefs aussi : « De nombreux cadres abusent de l'assurance-chômage » (*L'Express*, 14/08/2018). En 2014, il pérore que « dans dix ans, nous aurons deux fois trop de lits d'hôpitaux », exhortant pour la énième fois à réduire fissa les dépenses publiques de santé. Merci m'sieur. L'économiste est même visionnaire, claironnant en avril 2008, que c'est « le moment d'acheter en Bourse », en plein milieu des turbulences et embrouilles financières qui vont précipiter la faillite de la banque Lehman Brothers et ses conséquences sur l'économie mondiale. Un aigle, ce Bouzou. Il est lié aux lobbies qui sont les clients de son officine de conseil, Asterès. Comme Uber, pour qui Bouzou a réalisé en 2015 une étude sur mesure prétendant prouver « la contribution économique » de la privatisation du transport par Uber en France. Un travail accompagné d'un « service

après-vente auprès de la presse et des parlementaires » pour plaider la cause d'Uber. Son commerce l'oblige à ne négliger aucun râtelier. Exemple en 2019 quand il préconise dans *Le Figaro* de vendre « très cher » Aéroports de Paris, ADP étant un de ses clients. En 2011, il a interrogé le maire de La Baule et ses adjoints pour leur livrer une étude sur l'attractivité de la station. En 2018, il est à Nantes pour une table ronde sur l'alimentation du futur, livrant « sa vision du monde de demain et des opportunités des mutations technologiques pour les entreprises alimentaires ». Le 6 octobre dernier, à Nantes, il a trouvé quelque chose à dire sur « le logement, prochaine crise sociale ». Il a des visions sur tout : l'obésité, Poutine, les vaccins, l'interdiction « écologiquement inefficace, économiquement délétère » des jets privés et des golfs... Le 23 septembre, justement, il était à de nouveau à La Baule pour mettre en cause les demandes des experts du Giec.

La proximité d'un tel affairiste avec le milieu financier et ses accointances avec le secteur du lobbying ne gênent pas Christelle Morançais. Accessoirement, Asterès, son cabinet conseil, a pour clients des collectivités locales... Mais la pensée distillée sur papier glacé n'a rien à voir avec le bizness. Les services de la Région assurent à Lulu qu'aucune rémunération, aucun défraiement n'ont été versés à Bouzou pour sa prestation avec Morançais. Philanthrope sans limite, il ne demande rien. Pas même une poignée de main en visio. C'est comme ça qu'agit la main invisible du marché. ■

Habiba Chibouzouk



## Pas vu pas pris

À LIRE le magazine de la Région, on se dit que l'entretien a eu lieu autour d'une même table, Morançais écoutant et tchatchant, Bouzou, pareil. Et bla, mon cher. tout à fait bla, Madame la présidente. Mais c'est un trucage. Les photos de Bouzou datent de 2017 et ont été faites à Paris. Pour mettre en scène l'interview dans le magazine, version champ-contrechamp des prétendu-es protagonistes, la Région a acheté cette série de photos de Bouzou à l'agence de presse Sipa. Problème : il fallait que les images

de Morançais paraissent raccorder, question décor et accessoires. On l'a donc fait poser sur fond flou, à une table de même couleur. Presque. Le dessus de table est juste un peu plus brillant que celle où était accoudé Bouzou cinq ans plus tôt. Tromperie ? « L'interview a donné lieu à un premier échange en tête-à-tête sur le principe de l'échange, son format et la nature des questions, mais il a été formellement réalisé à distance », concède piteusement le service com pour rattraper le coup. C'est toute la magie des farces et rattrapes. ■

# L'arbre aux patrons

Les patrons recalés appellent leurs salariés en renfort.

Pour exprimer leur dépit de perdre leur marché en or de parc d'attraction arboricole métallique, Pierre Oréface et François Delarozzière ont usé d'une vieille ficelle patronale : le débrayage participatif « spontané » du personnel. Le 16 septembre, un jour après l'annonce de l'abandon du projet d'Arbre aux hérons, leur conférence de presse arbore les visages graves de rigueur. Un groupe de salarié-es est même présent, muet, la gueule des mauvais jours. Une mise en scène appuyée à l'opération de communication de crise, stratégique. Ces salarié-es ont été autorisés à quitter l'atelier sur leur temps de travail pour venir faire masse dans ce show médiatique. Les exhiber devant la presse rend concrète la menace de perte de boulot.

Le procédé a déjà servi aux patrons locaux du BTP le 14 novembre 2014, réclamant dans la rue, avec engins et salariés en gilet fluo et casque de chantier, le démarrage des travaux à N-D-des-Landes. Idem un peu avant pour l'alliance patrons-employé-es contre les portiques de l'éco-taxe lors du mouvement des

Bonnets rouges. Au printemps 2013, une grande partie des 330 salarié-es de l'abattoir Castel viandes à Châteaubriant a soutenu ses patrons, la famille Viol, poursuivie en justice pour « remballage » de steaks avariés. Marche de soutien, comité de soutien sur Fessedebouc, pétition, menaces et insultes à l'encontre du lanceur d'alerte, l'ancien responsable qualité, licencié en 2008 après avoir averti en vain les services vétérinaires\*. Tout ça, c'est de la petite manipe sous couvert de cause commune. Un remake de *Merci patron*, sans l'ironie des Charlots. À chaque fois qu'un-e

salarié-e se fait jeter, on devrait donc s'attendre à une manif de patrons solidaires. On attend. ■

Machin

\* Faudra patienter jusqu'en 2012 et une déposition en gendarmerie pour que la justice s'en empare enfin, et dix ans de plus pour qu'elle condamne, le 30 juin 2022, la société et son PDG Jeff Viol pour « tromperie sur la nature, la qualité et l'origine ou la quantité d'une marchandise » et « mise sur le marché de produits d'origine animale préjudiciables à la santé ». Ce patron voyou continue de faire son beurre dans la bidoche. Quatorze ans après avoir été foutu dehors, le lanceur d'alerte attend toujours ses indemnités prud'homales.

Escalero

## Une embrouille qui marche

Prétendue œuvre d'art, l'escalier sur la falaise bafouait les règles des marchés. On le démonte ?

C'est passé inaperçu lors de l'annonce de l'abandon du projet d'Arbre aux hérons. La directive européenne qui oblige à séparer les lots relevant de la création artistique des marchés effectuant des travaux date de 2014. Questionné par Lulu sur l'escalier en acier vendu en 2020 comme une création artistique pour échapper à la mise

en concurrence, mais qui n'aurait pas dû (comme l'Arbre aux hérons), Fabrice Roussel a fait : « euh... ben... oui, c'est vrai... », très gêné aux entournures des points de suspension. La prétendue œuvre d'art signée Delarozzière sans concurrence n'était

donc qu'un ouvrage d'art d'ingénierie, dessiné par Delarozzière mais qui aurait dû être construit en cherchant le meilleur devis prix/compétences. On s'est bien fait avoir. L'avouer après coup, ça doit être ça, l'esprit de l'escalier. ■

Nom de nom !

## Promesses envolées

Héron, héron, petit patatras [oui, c'est vrai, on l'a déjà faite].

LA DISPARITION de l'Arbre aux hérons de l'horizon affecte les promesses d'une ville grave attractive. Victimes collatérales, notamment, ceux qui avaient anticipé, surfant sur le nom héron pour s'engouffrer dans la renommée à venir. Le régime de calamité arboricole les laisse orphelins... Voisine du site de la carrière Misery, la Cave du héron opte pour ce nom volant dès 2018. Et l'association de « tourisme de quartier » Les Hérons, soutenue par la métropole, lancée en 2019 par l'entreprise de com « La souris court toujours » va toujours pouvoir courir après

la chimère de l'arbre et du parc d'attraction. Mais « notre nom n'avait rien à voir avec ce projet » répondent-ils à Lulu. Trois logements touristiques à Chantenay, Airbnb ou autre, Le Héron (« cocon rénové avec vue imprenable sur tout Nantes », 93 € la nuit), Le Nid du héron (« gîte urbain avec piscine chauffée », 100 €), et La Cabane du héron (tiny house perchée dans les arbres), voient s'effondrer leur argument séduction. Idem pour le studio à louer L'Arbre aux hérons, près de la cathédrale. Aucun n'a répondu à Lulu. Héron, de quel échec es-tu le nom ? ■



## T'es pas cap Laisse béton

L'immeuble Cap 44, rescapé de l'écrêtage, ouvert à tous les imaginaires.

L'ARBRE aux hérons aux oubliettes, plus besoin de découper l'immeuble Cap44 en face pour laisser une vue sur la Loire comme le prévoyait l'annonce métropolitaine. L'immeuble, vestige de béton armé, procédé Hennebique, regagne ainsi deux étages sauvés de l'« écrêtage » et revient à ses huit niveaux initiaux. Le responsable du projet est en cours de recrutement pour un programme encore très flou. Le futur de l'immeuble sera soumis à une procédure de « dialogue compétitif » entre les équipes d'architectes qui seront sélectionnées. Autant dire que, à part caser le musée Jules-Verne élargi, une bibliothèque utopioïde, un bar et une boutique sur un étage voué aux vieilleries vermoulues de Jules Vermifuge, il n'y a pas un début d'idée précise pour les autres étages. Expulsée du collège catho derrière Graslin, la Maison du peuple a déjà concocté un projet ni passiste ni touristique pour cet immeuble, qui pourrait devenir lieu d'accueil et de ressources pour exilées, ce qu'il a déjà été deux fois, en mode squat vite délogé par la police. Une école, une crèche, des espaces pour assos du quartier, et une gestion coopérative par étage « à taille humaine via une mise à disposition par la ville ou la métropole » a même été imaginée par des écolos. Une cité des imaginaires, version sociale et solidaire... ■

# Éco n'importe nawak

Engagez-vous dans l'événementiel responsable, démentiel et indéfrisable.

L'ÉTÉ dernier, la cantine du Voyage à Nantes a adopté une mesure révolutionnaire : « Dans une démarche écoresponsable, le public est invité à ramener son gobelet en plastique réutilisable pour se faire servir sa boisson. » Inouï, non ?

Mais c'est pas le tout de consigner ses gobelets comme tout le monde, il faut décrocher la timbale : le label écoengagé estampillant « l'écoresponsabilité événementielle », pratiquée par la vertueuse Nantes métropole avec l'asso Reeve (Réseau éco-événement), qui certifie « événements écoengagés » kermesses scolaires, marathons et compètes sportives, conventions annuelles du personnel de grosses boîtes, festivals, vide-greniers, salons pros, mariages, et même une assemblée générale de scouts, pour « faire de Nantes, le laboratoire reconnu de l'écoconception événementielle »... Rien que ça. Pour choper le « label écoévénement », le ticket d'entrée est à 2000€ à chaque fois\*, présenté comme quatre à cinq fois moins cher que la plus officielle norme Iso. Le label discount nantais offre « l'accompagnement par un évaluateur qui peut être un expert habilité ou un professionnel ayant déjà obtenu le label précédemment »... Attention ! Suffit pas de cotiser pour « vous autolabelliser comme un éco-quoi-que-ce-soit (écoévénement, écoprestataire...) », explique le site de Reeve. C'est du sérieux. Le cahier des charges est ouf : trier ses déchets et « avoir des bénévoles convaincus dédiés au tri », rendre le site non pollué après usage, ser-

vir à boire dans des écocup réutilisables\*\*, en gros ce que tout le monde fait.

Pour obtenir des bacs jaunes de tri prêtés par la métropole, il faut obligatoirement suivre la formation en ligne de plus de trois heures. « Formation hyper descendante qui n'apprend rien, note une participante cet été. Le comble c'est qu'on nous dit qu'il faut "nommer un-e référent-e recyclage" pour chaque poubelle pendant tout l'événement, pour vérifier toute la soirée que les gens ne jettent pas n'importe quoi dans les bacs... On croyait que c'était une blague, mais non. C'est la condition sine qua non pour avoir les poubelles jaunes. »

« Ce qu'on apprend peut paraître assez bateau, juste du bon sens, mais certains orgas partent de tellement loin (et s'en tamponnent le coquillard puissance mille) que je pense que ça a une utilité », tempère un écoengagé associatif, formé pour un festival culturel.

Autre critère tartignole : pour diminuer l'empreinte des déplacements, mieux que le vélo et le tram à encourager, l'option radicale : pousser à « vivre l'événement à distance ». En triant ses déchets en visio. ■

Nicolas Hulahoppe

\* Sauf les « événements autoévalués », ou de fait, c'est gratos... En Île-de-France, le label est gratuit, les auditeurs qui font l'évaluation étant défrayés, transports, repas.

\*\* C'est pas un engagement volontaire mais une obligation : gobelets, verres et assiettes jetables en plastique sont de fait interdits depuis janvier 2020.

## LE NOUVEAU TOURBUS DU HELLFEST



## Mise ampli Poubellfest

LA COURSE au gigantisme Lalourdit le bilan carbone du métal. Pour le trophée écoresponsable, le Hellfest, plus gros festival du cru, est loin du compte, plombé par ses 300000 litres de fioul alimentant les groupes électrogènes, ses 35 hectares de vignes du domaine de L'Oiselinère ratiboisées pour les transformer en parking géant, son partenariat privilégié avec l'aéroport et ses quelque 10000 festivalier-es et musicien-nés arrivant en avion de Lisbonne, Madrid, Londres, ou simple-

ment de Corse, Lyon ou Paris. Sans parler des quatre brumisateur géants qui balancent des gouttelettes à 60 mètres, les deux murs d'eau de 15 mètres de large douchant les festivalier-es, et des lances à incendie pour asperger le public dans la fournaise. Tout ça en pleine sécheresse et restrictions d'eau. Après avoir jeté 255 tonnes de déchets en 2019, dont une vague moitié est recyclée, le festival a largué 360 tonnes en juin 2022. Zéro déchet programmé pour l'an 666 après la fin du monde. ■

# Triomphe du labaulisme

On en reste toujours bouche baïe.

## Enveloppement durable

Ils ont le sens du cocasse, dans les palaces. Le groupe Barrière met en avant sa responsabilité écolo avec un programme nommé « Planète Barrière »... Citations : « L'Esprit Barrière, c'est une manière d'être (...) Contribuer à inventer le monde de demain. » Parmi les objectifs de « sauvegarde de l'environnement », Laurent Garrido, coordinateur du pôle hôtelier de La Baule, note en priorité : « gouvernance durable, expérience client durable » (Kernews.com, 21/10). Autrement dit, ne pas perdre ses chefs, ne pas dégoûter ses cadres. Pas la priorité, la sauvegarde de l'écosystème des marmitons, grooms, serveuses et veilleurs de nuit. ■



## La recette centimes-sofas

LE MAIRE de La Baule a un peu peur de ne pas trouver assez de loufiats saisonniers et de bonniches pour servir dans les palaces et les commerces de sa station. Il a rencontré la ministre du Tourisme avec des superpropositions : « La généralisation des pourboires numériques » en arrondissant des centimes à l'euro supérieur lors des paiements par carte et, pour loger le petit personnel, « l'accueil de saisonniers chez l'habitant, expérimenté cet été à La Baule-Escoublac » (Ouest-France, 06/10) qui n'a en fait loué un lit qu'à 12 saisonnier-es. Le pourliche démonétisé, un plumard chez la mémé, c'est sûr, la précarité va pas s'en remettre. ■

## À la tête du client

ÇA S'APPELLE « *Experience client, the french forum* ». Ce concept venu du marketing ausculte la relation entre les vendeurs de quelque chose et leurs clients. Fin septembre, La Baule a accueilli trois jours de rencontres et conférences entre professionnels divers, hôtellerie, commerce, tourisme et banque, partageant leur science de cette fameuse « *expérience client* ». Dans le clip de présentation, parmi les participants des années précédentes, tous dénommés « *champions de l'expérience client* », on trouve la gendarmerie nationale. On ne savait pas qu'on pouvait demander un geste commercial en négociant ses PV, ou obtenir une carte de fidélité. Dans les manifs, les gardes mobiles ont du souci à se faire s'ils ne veulent pas se faire mal noter par la clientèle. ■



## Faut pas anticharrier

CET ÉTÉ, La Baule a souffert. Son coin le plus chic, la plage Benoît, a été interdit d'accès pour cause de surgissement de vestiges guerriers des tréfonds des sables humides. Le patrimoine, c'est la plaie. Une trentaine de saloperies en béton armé, défenses antichar et méchants tétraèdres allemands antidébarquement, sont réap-

parus quand le sable s'est fait la malle, moins 40cm en certains endroits. La police municipale a veillé au grain, faisant respecter le périmètre *verboten* à la tremette. La guerre, même vieille, c'est la plaie. Pour un peu, le bourgeois en villégiature oublierait ses actions chez Thalès, Safran et Dassault pour virer antimilitariste. ■



## Pistoches pistées

À LA BAULE, il y avait un très fort « ratio de piscines par habitant : 500 piscines déclarées sur 15 000 habitants, c'est énorme », déclare ce vendeur de pistoches (Ouest-France, 12/08). On ne parle là que des déclarées. Le vrai Baulois de souche est forcément 100% réglé, c'est sûr. Mais les autres? Les « *survenus* »? En octobre 2021, le fisc a lancé un essai de repérage des piscines non déclarées dans neuf dé-

partements tests, dont la Vendée (939 pistoches clandestines gaulées), et le Maine-et-Loire (553 détectées), mais pas encore la Loire-Inférieure. Recoupant le cadastre ancien et les images aériennes, l'intelligence artificielle identifie ces manques à gagner fiscaux, caféts par les taches couleur lagon factice. Ne reste plus qu'à remplir les piscines d'algues vertes ou de lisier pour faire camouflage. ■

## Tous feux éteints

COLS roulés, doudounes, tancarvilles : quand les ministres font la leçon, quelque 60 militant-es nantais-es d'Extinction Rebellion ont éteint le 28 octobre plus de 250 panneaux lumineux qui s'obstinaient à rester éclairés la nuit, sûrement pour créer l'acte d'achat de noctambules éméché-es. C'est la campagne automne-hiver antinoctambules et pro-sobriété. ■

## Glace en flammes

L'ÉTÉ de tous les dérèglements : à Pornichet, au resto Le Ptit Mousse, le frigo a pris feu (Le Courrier du Pays de Retz, 29/08). L'an prochain, promis, il grêlera dans le four. ■

## Roux de Bèze fâché tout bleu

Cherche casques bleus H/F  
pour calmer les belligérants au  
Medef 44. Références souhaitées.

PENDANT que quelques patrons solidaires se démènent pour défendre auprès de la préfecture les dossiers d'apprentis étrangers menacés d'expulsion, d'autres mobilisent leur énergie à guerroyer. Obligant le boss des boss à siffler la fin de la partie. Ne digérant pas la guerre intestine, Geoffroy Roux de Bèzeux menace carrément de retirer la marque Medef en Loire-Inférieure (*Presse-O*, 05/10) et de refonder un Medef 44 plus conforme aux Tables de la Loi du grand capital de bon aloi. La menace genre ultimatum a été envoyée par courrier le 28 septembre. La nouvelle présidente locale proteste : le Medef national aurait, selon elle, une « vision éloignée de la réalité ». Elle oublie que Roux de Bèze (son surnom dans la haute) est presque du coin, avec son castel vue sur la mer au Croisic. Il a passé le confinement en ce manoir de Pen Castel, il y reçoit les VIP, pas que baulois. Ce modeste pied-à-terre lui offre donc une vision rapprochée, libre et non faussée, sur la foire d'empoigne dans le département, où la guerre intestine fait rage depuis des mois.

Tous les trois ans, on élit ici le boss du Médef local. Soit le président sortant est reconduit, soit il laisse la place à son successeur désigné. Simple formalité. En mai 2022, le passage de témoin tourne à OK Corral. Cinq candidats, aux programmes bien similaires mais aux égos personnels différenciés, se flinguent à tout va, tout en usant de la même logorrhée pacifiante : unité, rassemblement, intérêt général, besoin de sérénité, etc. Puis, plus que trois, et finalement deux candidats restent en lice : du jamais vu. Jean-Paul Chapron, président d'Asi, cabinet d'expertises numériques à Saint-Herblain, affronte Corinne Besnard, à la tête de la PME Creativ services (Les Sorinières), qui l'emportera par 63 % des votes. Une femme ? C'est une première. Avant ça, la patronne candidate a accusé son rival de liste bidon, les colistiers n'ayant pas donné leur consentement à figurer. Électrique, l'assemblée générale s'est tenue avec un huissier scrutant la régularité des votes, après l'assignation en justice du Medef 44 par Chapron pour invalider l'assemblée. La déléguée générale a porté plainte en diffamation contre *Presse-O*, qui a dévoilé le panier de crabes. Son prédécesseur Vincent Combeuil, retraité autorecyclé pour présider la radio catho Fidélité, s'était fait virer par son patron (le Medef 44 donc), le pauvre salarié gagnant finalement aux prud'hommes, mais en ne ramassant que 6 % du pognon qu'il réclamait (*Médiacités*, 17/05). Question management et ressources humaines, il était temps de Roux de Bèze intervienne. C'était notre rubrique « rifici chez les patrons », chapitre ruissellement de l'autorité. ■

Ernest-Antoine Thièrre

\* 6<sup>e</sup> au plan national par sa taille, 2 000 boîtes adhérentes.



### Enlarge your baulis

« NOUS FAISONS du luxe abordable avec un tarif accessible à tous », explique la patronne de la clinique des Champs-Élysées, chaîne de cliniques esthétiques qui s'implante à La Baule (*L'Écho de la Presqu'île*, 29/09). En consultant les prix catalogue sur le site de la clinique privée, on trouve deux seringues de botox dans la gueule facturées 630€, sans remboursement sécu.

Les paupières plus les cernes, retapées grâce à la blépharoplastie, c'est 5000€. Une misère. Compter de 600 à 900€ « pour redonner du volume aux mains », de 2800 à 8900€ pour le programme « augmentation des fessiers » et entre 2500 et 4500€ pour un « épaissement du pénis ». Cette chirurgie esthétique abordable augmente la réputation de La Baule en long, en large et en pénis. ■

### Le flic flippe sa race

PARANO au commissariat de La Baule : « Chacun rentre ici comme il veut ». On croyait que c'était un service public, mais non, c'est un lieu de danger permanent, même si le constat du syndicat SGP police contredit les entrées comme dans un moulin : « La porte extérieure peine à s'ouvrir, voire ne s'ouvre pas. L'interphone présente lui aussi des dysfonctionnements. Le moteur du portail est régulièrement hors service » (*Ouest-France*,

14/10). Rien ne protège les flics des intrus : « La clôture rehaussant le muret a disparu ». Le mur, lui n'a pas été volé, ouf. Le syndicat réclame « une clôture et un portail assez hauts pour éviter toute intrusion ou évasion, un hall d'accueil avec sas, interphone et vitres de protection ». Ça ressemble à l'entrée d'une prison. Alors que les fonctionnaires pourraient œuvrer de chez eux tranquilles, en télétravail, avec un bracelet électronique. ■

### Ça en jet set!

## Le président volant

Enlarge your effet de serre, en survolant les trains.  
La méthode Kita.

KITA détient 33 % de Valljet : une trentaine de jets privés à louer, chiffre d'affaires explosé de 250 % en quatre ans (*Médiacités*, 01/09), facturant 2000 à 3000€ l'heure de vol par tête de pipe. Des zincs Valljet « relâchent en moyenne dans l'atmosphère 19 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Soit l'équivalent de plus de 2 000 ans d'empreinte carbone d'un Français moyen. Ou encore de 300 000 fois le tour de la Terre en train » (*Médiapart*, 28/08). Pour passer sous les radars du seuil obligeant à une compensation carbone, Kita et ses associés ont créé une autre boîte, Thalair, enregistrée à Angers, dispatchant en deux entités distinctes leur gaz à effet de serre...

À titre perso, Kita possède un jet privé (un Hawker 900XP, acheté 3,4M€) « à travers une société luxembourgeoise, et a pris soin de le faire inscrire sur la liste américaine qui limite la publication de données de vols sur des sites commerciaux, comme l'avait fait Bernard Arnault avant lui ». (*Le Monde*, 17/10). Pas question de faire pister ses trajets et son bilan carbone par les applis de suivi des petits malins du *flight tracking*. Mais quand Kita va boire du champagne dans les loges VIP à la Beaujoire, il fait les derniers mètres à pied. Écolo jusqu'au bout des crampons vernis. ■

Roland Ragos

# Perpète pour les arpètes

Lycées pro, lycées prolos : le démantèlement, et le mépris de classe à l'œuvre.

**B**OSSE d'abord, on te formera après, si on a le temps. C'est la mission assignée aux lycées pros par Blanquer, que Pap Ndiaye applique. En Loire-Inférieure comme partout. Le lycée pro doit désormais usiner, et vite, de la chair à patron. Du « minerais », comme dit l'agro industrie de la bidoche. Exit l'enseignement général, la formation de spécialité, faudra apprendre sur le tas. Même si les maîtres de stage n'en peuvent déjà plus d'accueillir des élèves sans bases. Pour cette tapissière-décoratrice dans le vignoble, « les heures d'enseignement professionnel n'ont cessé de baisser, les élèves manquent d'acquis ». Même constat d'une enseignante en restauration au bahut Bougainville à Nantes : « On n'a plus que deux TP au lieu de trois pour préparer les élèves. Et on veut doubler les périodes de stage? Ce sera encore au détriment de leur formation. On marche sur la tête. »

## Centre de tri

Un prof du lycée Goussier à Rezé s'indigne : « La casse a déjà commencé. La mixité avec les apprentis est un sac de nœuds. En chaudronnerie, les employeurs choisissent les "petits gaulois". Et qui reste sur le carreau? » Au LP Les Trois rivières à Pontchâteau, l'apprentissage avec Airbus, c'est le centre de tri. À Arago à Nantes,



les cours sont aménagés pour garder les élèves sans stage : « de la garderie », estime Gaétan, prof au Petit-Port. Répondre aux besoins des entreprises est le nouveau mot d'ordre. L'orientation, les souhaits des élèves, on s'en tape. « Il y a ceux qui ont choisi leur formation et ceux, très nombreux, pour qui la famille a vaguement choisi, parmi les cinq métiers proposés », soupire un prof de Joubert-Maillard à Ancenis. À Ara-

go, une cinquantaine d'élèves en première année « Famille de métiers électroniques » mais 15 seulement pourront poursuivre en bac réseaux informatiques. « Tous sont branchés informatique mais la plupart n'auront pas le choix et partiront en électroménager-domotique, souvent dégoûtés, déplore Gaétan. Idem à Goussier où de nombreux élèves inscrits pour les métiers "beauté-bien-être" ne pourront suivre en esthétique, faute de place. »

Parallèlement, l'enseignement général est également laminé. « En CAP, les élèves ont une demi-heure d'histoire par semaine et, en terminale, plus qu'un seul objet d'étude en français au lieu de trois!, explique un prof de lettres-histoire. La réforme accroît les inégalités. Les prolos n'ont pas besoin de savoir, pas besoin de formation en histoire-géo. Et on se plaint que les jeunes ne sont plus citoyens! Et comment les préparer à des poursuites d'études? L'école de la

confiance? Quelle hypocrisie! On est pris pour des cons! »

## Compagnons dans la gueule

Pour faire passer sa réforme axée sur l'apprentissage et la suppression de postes, Blanquer a vendu le compagnonnage, mais en mode lycée pro. Un chapitre en histoire sur les compagnons et un « chef d'œuvre » en pratique, c'est tout. « On ne fait plus cours, on est devenu des chefs de projet! Un fraiser ou un gâteau au chocolat avec des élèves en CAP. Vous avez dit "chef d'œuvre"? », s'attriste une enseignante en production culinaire. Mais comment faire autrement? Nous avons des élèves en grande difficulté, accompagnés par des AESH [aides aux enfants en situation d'handicap] qui se battent aussi pour exister! »

Et, surtout, cette réforme, qui pourrait bien être la dernière, se réalise à nouveau sans les profs : « On ne nous demande pas notre avis, ne décolère pas un enseignant de Maillard. On nous impose des réformes sans évaluation, qui manquent de sens et de clarté. Et dans un irrespect absolu. Je me sens redevable envers mes élèves mais pas du tout envers l'institution. » En grève le 18 octobre, en intersyndicale au LP Michelet, les prof-fes des 24 LP de l'académie se sont dit-es déterminé-es à lutter contre la privatisation de l'enseignement pro et le mépris de classe. Et contre le mépris de l'enseignement et l'enseignement de classe. ■

Jules Ferraille

## Roman fleuve

# Rituel parasymphabla

Au lieu unique, un parloir mou pour la Loire.

**L**a Loire capable de dire ce qu'elle souhaiterait pour elle. Y compris devant des instances de justice. L'idée d'un statut juridique pour un fleuve est passionnante, véritablement initiée légalement en Nouvelle-Zélande et en Inde dès 2017. En Corse, des écolos ont doté en 2021 le Tavignagnu, un petit fleuve de 88 km, d'une « déclaration des droits, d'exister, de vivre et de s'écouler » mais aussi « de ne pas être pollué », menacé qu'il est par un projet de centre de déchets ménagers et amiantés. Pour la Loire, la prospection-fiction est plus culturelle, philosophique. Nantes métropole s'approprie cette expérience depuis peu, noyée à la sauce « participation citoyenne ». Le « parlement de Loire » a d'abord été une expérimentation en 2019. Autour de Tours, anthropologues, paysagistes, juristes et hydrologues planchent sur le fleuve en tant qu'être vivant à écouter, personnalité juridique ayant des intérêts à défendre, un dialogue entre humains, animaux et végétaux. Les auditions de cette assemblée de Loire sont en ligne\*. Puis paraît un bouquin, *Le fleuve qui voulait écrire*, dont le scribe a été l'écrivain Camille de

Toledo. Au Lieu unique, le 11 octobre, il est venu parler en monologue à trois voix.

## Parasymphatie

Le lieu est cool, le public répandu dans des transats. Avant la lecture, lumière tamisée, Toledo

recommande un état proche de la méditation, les yeux fermés (des masques sont fournis). Il fait appel au « système parasymphatique »\*\* avant que des phrases soient lues d'un ton monocorde. Maître de cérémonie, il dirige deux comédiennes

d'une main flottante, lisant à voix basse des bribes de textes sur l'avènement du fleuve à un statut non plus d'objet, mais de sujet. C'est très désincarné. Atteintes au milieu? On ne sait pas de qui, de quoi on parle. Porteparole de leurs fleuves, les Mao-

ris, les Corses savent bien, eux, qui ils affrontent. Les séquoias contre Disney aussi. Au-dessus d'une bande-son bucolico-dépressive enchaînant gazouillis d'oiseaux en forêt et gargouillis de ruisseau, les textes sont dits d'une voix de curé à une veillée funéraire. Le « soulèvement de la terre » est évoqué comme une abstraction, sans qu'aucune mégabassine de l'agriculture délétère ne soit citée à comparaître devant une manif, comme le fait le vrai réseau de luttes locales nommé « les soulèvements de la terre ». Dans le silence feutré de salle de spectacle polie, on en appelle même à une « internationale des fleuves et des bassins versants ». C'est bien joli, mais les militants de la Première internationale, avant la Commune, ne débâtiraient pas en s'écoutant parler avec des intonations de moines anémisés. Le public se relève de son transat. Les ragondins et les peupliers noirs ont bien de la chance. On ne les invite pas aux spectacles soporifiques qui parlent d'eux. ■

Don Camouillo

\* [polau.org/incubations/les-auditions-du-parlement-de-loire/](http://polau.org/incubations/les-auditions-du-parlement-de-loire/)

\*\* qui contrôle les activités involontaires des glandes et vaisseaux sanguins et commande les vomissements, les larmes, les coliques. Sympa, vraiment.



## Ici l'ombre Start up nation en chaleur

Même connectée, l'ombre pousse mal. Il faudrait l'arroser.

LE CLIMAT ne va pas s'en remettre. Le 11 juillet, en pleine canicule, la métropole et Spie Batignolles ont installé à Pont-Rousseau, commune de Rezé, un « mobilier rafraîchissant connecté » baptisé « Coasis ». En fait, deux petites tables, un banc, une jardinière et un mât courbe surmonté d'un simili cerf volant fixe faisant office de parasol, 6m<sup>2</sup> de toile et de métal. C'est top moderne, y a la wifi et une prise électrique. On peut donc débouler avec sa clim portable de plein air. Elle est pas belle la ville? Le banc est en bois biosourcé. Mais pas le panneau solaire... C'est tout ce qu'il y a de connecté, un QR code permettant aux usagers d'évaluer le bouzin, en expérimentation pour quinze mois. Mais faut arrêter de dénigrer, vous voyez pas que c'est « un espace d'ombrage, de détente et de coworking autonome en énergie »? Cet été, les coworkers adeptes du télétravail sous cagnard ne s'y sont pas rués en masse. On ne comprend pas.

Suivant le « principe du biomimétisme » c'est-à-dire quand l'industrie copie la nature, le parasol reproduit - faut le savoir - une feuille géante qui, quand le thermomètre n'est pas bouillant, collecte l'eau de pluie qui arrose le bac à plantes, au pied. Par canicule, ça doit ruisser de gouttes de fournaise. Mais il doit suffire de bien arroser le soleil, et le tour est joué.

Mieux que les vrais arbres, voilà les vrais gadgets. On avait déjà Corolle, des treillis de plastoc supposés voir des plantes faméliques grimpuiller péniblement sans faire la fraîcheur promise\*. La connectitude, c'est l'avenir, sans l'ombre d'un doute. ■

Sacha Dow-Chemical

\* « Le marchand d'ombre est passé », Lulu n°116, juillet 2021.

## Ambulatoogle

C'EST génial. Forcément. Après être passé sur le billard, retour maison, suivi par des objets connectés. Depuis l'été, une startup teste son machin au CHU. Un cobaye témoigne : « J'avais un tableau sur Google qui me disait ce que je devais manger matin et soir » (Actu Nantes, 21/10). À bouffer fissa avant que Google ne revende ses données du menu perso. ■



ANA RICH'

## Le patient malgré lui La borne qui soigne au kilomètre

Le toubib à des kilomètres de là où le patient s'ausculte lui-même.

LE TOUBIB en distanciel, le maire de La Baule s'y met, inaugurant le 25 juillet, tout fier de tant de modernité, une borne de téléconsultation que la ville a financée. « Touchez l'écran pour démarrer » : le patient est relié par un casque à un toubib, officiant quelque part en France, à des centaines de bornes de là. La consultation dure neuf minutes. La borne est équipée de six détecteurs connectés pour s'examiner soi-même la peau, les oreilles, le poulx, les poumons, prendre sa tension et sa température. La ville de La Baule précise : « Il ne s'agit pas d'un service d'urgence, auquel cas il faut contacter le 15 ou le 112. » Cet auto-examen répond à « une urgence médicale, une urgence ressentie pour un avis médical rapide », contredit Nathaniel Bern, le boss de Medadom, qui garantit « une attitude avenante du médecin envers le patient ». Medadom a déjà placé 17 appareils en Loire-Inférieure, loués près de 7884 € pour trois ans. Plus longtemps, ça dépasserait les bornes. ■

## Grandiloquence On plantera à la Saint-Gland-Gland

Planifier, planter, se planter, tout un programme.

LE TEMPS de bifurquer est « venu » qu'elle a dit, M<sup>me</sup> Rolland en pleine canicule, dégainant des mesures sauve-planète, mais sans consulter les premiers concernés, ceux qui devront les mettre en œuvre. Son plan d'urgence prévoit de planter 5000 « bébés chênes » cet automne et 5000 l'an prochain. Nantes, une des rares villes à avoir une pépinière municipale, ne peut pas fournir dans les délais. Faudrait donc acheter ces plants d'un ou deux ans à

des pépiniéristes privés. Un peu cher pour cause de précipitation. Au service des espaces verts, on s'étonne : « Impossible de répondre à la demande. On manque de personnel pour planter tout ça, on manque aussi de personnel aux RH pour faire les recrutements. Et on n'a pas non plus les emplacements pour planter ces chênes... » Voilà un plan qui a toutes les chances de se planter. Seule solution, bouturer des mini bonzaïs en plastique dans des boules à neige pour touristes. ■

# Parano parade

## Safe qui peut

**N**ANDED, la capitale mondiale de l'insécurité, a une parade. Algorithmique. L'appli remet le trouillomètre à plus que zéro. Si t'as Wayfe, les canailles n'ont qu'à bien se tenir. L'appli nantaise pour mobile dégote fissa un trajet « en toute sécurité » pour les froussards de tous poils. « Contraction de Way et safe, Wayfe s'appuie sur un algorithme capable de formuler en temps réel l'itinéraire le plus sûr », rapporte l'agence nantaise API (groupe Ouest-France). Éclairage des voies, caméras, ruelles craignos, coupe-gorge ressenti, concentré de punks à chiens, coureurs à pied, groupe de jeunes au pied d'un immeuble, recoin à potentiel d'incidence violente... « C'est un Waze de la sécurité », ose l'un des deux concepteurs. Encore en développement, « l'application propose également de configurer une bulle de sécurité d'amis, de collègues ou de famille. Si un comportement inhabituel est détecté – comme le fait de courir – une alerte est envoyée indiquant la position de l'utilisateur. » Et ce type qui coince la bulle, ça craint, faut le signaler à l'algorific. ■

## Tous mes amis

**P**OUR analyser l'insécurité, il fallait un expert. Tout trouvé en la personne de Pascal Praud, ex-directeur général com et marketing du FC Nantes, depuis connu comme passeur de plats ultraréc et populiste à CNews. Depuis Paris, il livre les conclusions de son enquête : « C'est effrayant de voir ce qu'est devenu la ville. Tous mes amis me le disent. » (Presse-O, 27/09) C'est effrayant de voir que certains se disent encore journalistes. ■



## Moratoire te saluant

**L**A SOUS-MINISTRE au SNU se souvient qu'elle est conseillère municipale d'opposition à Nantes. Alors, l'emballage sur la ville devenue pire que Chicago et Bogota, ça lui parle, à Sarah El Haïry : « On a besoin, à un moment ou un autre, d'un moratoire. Un moratoire sur la sécurité dans notre ville » (BFMTV, 26/09). Si on en croit le dictionnaire, un moratoire étant un « accord sur la suspension temporaire d'une activité », on hésite : faut-il décréter la mise en suspens de l'insécurité, voire son interdiction, ou juste une période où on arrête de se poser les questions ? Ou demander au père Noël un dico pour la sous-ministre. ■



## Discrimmobilier

### Un secteur très très très sauvegardé

Les promoteurs évitent les pauvres. Pas vraiment leur cœur de cible.

**U**N COLLECTIF de militants l'avait réquisitionné en octobre 2019 et baptisé « Maison du peuple » pour offrir un toit à des dizaines de sans-abri. Dans le secteur huppé du théâtre Graslin, désaffecté depuis 2013, le collège Notre-Dame-du-Bon-Conseil faisait tout de suite un peu populo. Jusqu'en juillet 2021 : expulsion manu militari à la demande du proprio, à savoir la Fondation de la Providence qui gère l'immobilier scolaire de l'évêché de Loire-Inférieure. Une charité bien force-de-l'ordonnée. Outil de défiscalisation pas très catholique, ladite fondation s'est empressée de vendre les lieux aux promoteurs Eiffage et Bâti-Nantes qui ont concocté un programme immobilier bling-bling à l'image du quartier : 4000m<sup>2</sup> de boutiques, 3300m<sup>2</sup> d'appartements haut de gamme. Surtout pas de logement social alors que la loi impose au minimum 20% de la surface de plancher construite. Mais ce tour de passe-passe est

légal depuis la révision, en 2017, sous la baguette de la bourgmestre Johanna Rolland, du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). Le document d'urbanisme exonère désormais de cette obligation tous les projets de moins de 3500m<sup>2</sup> dans le secteur historique de la cité des trouducs. Un tapis rouge pour la soi-disant « main invisible » du marché, formidable élucubration pour bétonner l'entre-soi des nantis nantais. Faudrait pas que des cassos viennent faire tâche dans cet écrin de pureté bourgeoise de 126 hectares du secteur sauvegardé : le logement social y représente 2,5% du parc de logements, contre 20% à l'échelle communale. Pendant ce temps, la demande ne cesse de gonfler : selon les offices HLM, dans l'agglomération, plus de 35000 personnes en espèrent un. Soit 15000 de plus en cinq ans. Une épidémie de pauvreté dont est heureusement préservé donc le centre historique, et les vaches seront bien sauvegardées. ■

## Information poilante

**Q**UAND l'info est confiée à des robots traducteurs automatiques, ça peut déraiser un poil. Ainsi, le 22 septembre, Macron visite les éoliennes nazairiennes, flanqué de la sous-ministre à la jeunesse embrigadée, Sarah El Haïry. Et blam, c'est le drame de la double autotraduc... Reprenant un article du Figaro, le site américain newsfounded.com enregistré à Panama l'a traduit en anglais puis repris en français, ce qui a fait que M<sup>me</sup> El Haïry est devenue « Sarah El Poilu ». C'est ce qu'on appelle une vision très tranchée. ■

## Breizit

**T**OUT le Pays de Retz est sous le joug de la Bretagne. Tout ? Nan, un village résiste : La Bernerie-en-Retz. Irréductible maire de cette bourgade de bord de mer, Jacques Prieur a fait retirer en loucedé les panneaux en breton de l'entrée de ville, lors du passage de la commune en zone 30km/h (Presse-O, 29/09). Consternation dans le bled (« reuz » en brezoneg), mais l'édile s'en tape. Avec le pavillon bleu et le village fleuri, y'avait trop de trucs à lire sur les panneaux. Bernerien, ces Bretons. ■

## Boire-Atlantique

### Chassez ivres morts

Pan, Pan! Glouglou? Une pure légende..

**J**USQU'ICI, rien n'interdit de chasser bourré. Bizarre, mais c'est comme ça. Quand un rapport du Sénat a envisagé de réglementer la pochtronnerie un flingue à la main, voulant aligner la législation de la chasse sur celle du Code de la route en matière d'alcool et de stupéfiants, le président de la société des chasseurs 44, Denis Dabo, a dégluti sans sommation : « Les accidents liés à l'alcool sont ultraminoritaires ». Un Tartarin de basse Loire-Inférieure ajoute : « J'ai l'impression qu'on nous stigmatise. J'ai jamais connu de personne

ivre avec une arme » (RTL, 17/09). Ah bon ? En novembre dernier, à Donges, un brave gars de retour de la chasse est contrôlé au volant par les gendarmes avec 1,8g dans le sang. En tentant d'échapper à ce contrôle de routine, il fout sa voiture dans le fossé. Il y a toujours un fossé entre les actes et les grandes – et sobres – déclarations. ■



## Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro : Ana Pichot, Anis Mauresque, Clément, Fifine Lapafine, Jules de chez Smith, Mildred Local, Nicolas de La Casinière, Olli, Pascale Hibrage, Ramzi Goto, Ray Clid, Sophie Nasri.  
Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.  
N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321  
La Lettre à Lulu est éditée par l'association La Luttre à Leuleu (c/o Sans Sherif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes).  
Tirée à 1500 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.  
Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur [lalettrealulu.fr](http://lalettrealulu.fr)

## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : ..... chèque à l'ordre de  
Prénom : ..... La Luttre à Leuleu  
Adresse : ..... c/o Sans Sherif  
..... 18 rue Geoffroy-Drouet  
..... 44000 Nantes  
..... ou abonnement  
Courriel : ..... en ligne via notre site  
..... lalettrealulu.fr